L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

SAMEDI MATIN, 28 DECEMBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE :

JOHN H. HOLLAND.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 26 décembre.

Nous sommes forcés de renvoyer à notre prochaine publication un grand nombre d'avis de commerce ; nous profitons de cette occasion, pour prier nos abonnés, s'ils tiennent à ce que leurs avis paraissent le lendemain, de nous les envoyer la veille, avant six heures du soir.

MM. J. B. BLANCHE et N. CHAMBERLIN ont été nommés, par le gouverneur et le sénat, encanteurs pour cette ville.

C'est par erreur que nous avons annoncé dans notre feuille d'hier que l'élection du représentant devait être close jeudi. On peut encore voter aujourd'hui, et nous engageons les vrais amis de la chose publique à ne pas laisser passer ce dernier jour, sans aller déposer leur vote. M. D. AUGUSTIN est le candidat que nous mettons en avant, parce que nous sommes certains qu'il a à cœur l'intérêt général, tandis que son concurrent ne voit que des intérêts particuliers ! Si nous voulons faire triompher la cause des intérêts du pays, redoublons de zèle ; car, si nous nous endormons, les rues Natches, Tchoupitoulas, Gravier, &c. réussiront à nous imposer des citoyens ambitieux, semblables à M. Dixon qui postule la place de représentant, quand il n'y a que trois jours qu'il a été nommé membre du conseil de ville.

CONCITOYENS, nous ne pouvons trop vous le répéter ; songez à l'intérêt général. M. Samuel Dixon n'est pas l'homme que vous devez choisir, c'est un TONDUPTTOULIEN, et si vous l'écartez pas, il vous fera manger les pavés du faubourg en haut !! Allez à l'élection, il en est tems. Il faut que la cause publique triomphe aujourd'hui des intérêts de coterie ; ce triomphe est certain, si vous votez pour le brave D. AUGUSTIN.

Tout change, la raison change aussi de méthode;
Ecrits, habillemens, systèmes, tout est mode.
RACINE fils.

Il y a des gens qui pour avoir passé trop brusquement d'une température à une autre, sont attaqués d'une espèce de fluxion qu'on appelle arrogance. Le malade éprouve une démangeaison au bout de la langue, qui le porte à faire son apologie, aussitôt qu'il a changé de logement. Cette maladie se termine ordinairement par un saignement de nez. Tel est le sentiment qu'exprimait l'autre jour un disciple d'Escu-lape, en tenant en main un des derniers numéros du *Louisiana Advertiser*. Curieux de savoir le contenu de cette feuille qui avait donné lieu à cette sortie doctorale, je jettai les yeux sur cette gazette, et je fus étrangement surpris de voir qu'elle avait changé de maître et de système, ce que je jugeai à moins qui figuraient en tête de colonne. Je lus l'article éditorial dans lequel le nouveau propriétaire, par un sophisme assez pointu, cherche à prouver, à qui veut l'entendre, qu'il a constant dans sa manière de penser, et qu'on peut fort bien changer de patron et de bannière sans s'écarter de ses principes. Voilà une plaisante logique qui fait ressouvenir de la chauve-souris du bon La Fontaine. Il est vrai de dire que depuis quelques jours le baromètre était au variable..... puis vive le roi, vive la ligue, c'est le dicton de ceux qui se font un devoir d'être toujours du pays et de la famille de ceux de qui ils attendent quelque chose.

Le nouvel éditeur toujours conséquent, comme il l'annonce, a à avoir porté aux nues M. Prieur, *candidat jacksonniste*, une feuille du parti contraire, prodigue maintenant ses louanges à M. White, *candidat ciayiste*, sur une feuille dévouée jusqu'ici au président. Que sait-on, s'il existait un sixième parti politique, il pourrait bien se couvrir de son bonnet quelque jour..... nous sommes dans le siècle des métamorphoses, et puis, il n'est pas sans avoir lu les compensations d'Azaïs, demandons-le à Lazarille, ou plutôt écoutons-le parler : Lorsqu'il était le champion de M. Prieur, il n'a pas dénigré M. White; au contraire, il lui a toujours reconnu de grandes qualités, mais.....

J'ai renoncé qu'en un âge de moince pusaant,

Oh diable, je m'écarte de mon sujet, il n'est pas question d'Alboron; il s'agit de dire que lors de l'explosion de l'horrible bateau-à-vapeur, le clairvoyant éditeur déclara que, désormais, la lutte gubernatoriale ne consistait plus qu'entre deux candidats, et que la cause de M. White était perdue, par suite de l'accident qui venait de lui arriver. On peut quelquefois se trouver en défaut, on songe rarement à l'avenir, et comme l'a dit Regnier : "*Les plus grands clercs ne sont pas plus fins.*"

L'organe de la mémoire est lésé chez quelques uns d'une singulière sorte, ils ont oublié brusquement les mœurs et les idées de leur climat, pour prendre celles d'un autre ; cela arrive comme on nous le dit magistralement, sans conséquence—"*Il manculi quanti nanti, cum recogito.*" Ainsi, ne soyons donc pas surpris, que tel personnage qui avait une prépondérance marquée chez, soit sans espoir de succès aujourd'hui auprès de M. Prieur, votre sort est vraiment à plaindre ! Quelle position est la votre ! Si vous étiez d'un autre sexe, on croirait vous appliquer le distique de Didon. N'est-il pas, en effet, bien lamentable de penser que celui qui prônait vos rares vertus dans tous les coins, ait vendu son journal, pour que son nom n'y figure plus, et qu'il en ait acheté un autre où il pourrait, afin de le faire disparaître.....

Rare et sublime effet d'une imaginative!

.....L'*Argus*, d'anti-jacksonniste devient un appui du président ; et le *Louisiana Advertiser* qui portait l'étendard de Jackson, est transformé en clayiste. Cependant à en croire les arguments de l'agile éditeur, rien n'est changé, il est toujours ferme comme Ajax sur son rocher ; il déclare avec cette abondance de cœur qui lui est particulière, que ce n'est point lui qui a abandonné son premier candidat, que c'est la fortune qui a pris pieds légers, et que conséquemment, en homme de précaution, ne pouvant servir de contre-poids, il a été forcé de la suivre.

Oh ! que l'éditeur du *Louisiana* raisonne juste lorsqu'il vante sa franchise ! On sait que l'envie est un puissant véhicule qui donne une espèce d'esprit aux gens les plus médiocres, voilà pourquoi, dans son enthousiasme, il vante avec son génie ordinaire son nouveau patron ; mais quel fond peut-on faire sur un homme qui n'embrasse un parti que parce que celui qu'il suivait est perdu ? Ce qu'il y a de singulier dans cet homme, c'est de trouver sur la même ligne que le maintient de M. White est fait pour commander, et que son air est le plus imposable. A parler ouvertement, je n'aime pas trop cette parfaite égalité, et le chancelier Bacon nous assure que, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, *les plus grandes inégalités éclatent au tems de l'équinoxe.*

Malgré l'acharnement de l'athlète de l'*Advertiser* contre M. Dawson, c'est le serpent qui ronge la lime ; on entrevoit où le bât le blesse, et d'ailleurs ne sait-on pas qu'il y a des individus qui déchirent ceux qui ont re eté leurs offres. Je ne prétends point faire ici la moindre comparaison, mais il est certain que le prince Eugène ne serait jamais devenu l'ennemi de Louis XIV, si ce prince eût voulu lui donner le commandement d'un régiment de dragons.

On peut mettre de la bonne foi dans la défense d'une cause, mais le faux zèle n'est pas de saison, il donne de la prise, et ce est par les plus petites choses qu'on éprouve souvent ces prétendus *incorruptibles* ; car, quand on veut savoir de quel côté vient le vent, ce n'est pas un caillou que l'on jette en l'air : c'est une plume. Ainsi, malgré leur subtilité, les intrigants ont beau vouloir prouver, contre l'axiome des mathématiciens, que la ligne courbe est la plus courte pour arriver au but qu'ils se proposent, la partie saine de la nation ne les écoute pas, et déjoue tôt ou tard leurs projets.

Singula quæque locum teneant sortita decenter.
VINDEX.

Le morceau suivant, extrait de l'*Intelligencer* de Thibodeauville, et qu'on nous donne comme une lettre adressée de notre ville, à l'éditeur, est bien adapté à la circonstance, et son but ne peut échapper à personne. La manière cavalière dont on y traite M. Prieur est vraiment cruelle de la part d'hommes, qui devraient au moins l'épargner, puisqu'ils veulent s'emparer de ses dépouilles. L'éditeur du *Louisiana* a donné pour raison de son adhésion au parti de M. White le peu de chance de succès de M. Prieur, ici, c'est un motif tout-à-fait différent, on s'appuie sur son manque total de talent. Cette lettre indique assez les sentiments du parti whitiste qui se promet d'ailleurs de bien profiter de la déconfiture de M. Prieur. Ceci demande l'attention des prieuristes eux-mêmes.

THIBODEAUVILLE—Extrait d'une lettre de la Nlle.-Orléans du 13 courant :

"Le juge Porter a été élu sénateur au Congrès, par une majorité de deux voix—On s'accorde à dire ici, que M. Prieur se retire de la liste des candidats au poste de gouverneur. Ce fait importe peu d'ailleurs à la cause du juge White, car il ne peut manquer d'obtenir une immense majorité sur tous ses compétiteurs. M. Prieur en se retirant fait preuve de sagacité, qualité que ses amis se sont efforcés de lui attribuer. La prudence est, dit-on, la plus belle partie du courage, et si on ne peut remporter la victoire, il vaut mieux éviter la défaite, en refusant le combat. Si c'est un acte de sagesse de se retirer au moment critique, M. Prieur peut réellement avoir quelque prétention à cette vertu, mais n'est-il pas essentiellement ridicule, qu'un homme comme M. Prieur ait pu même penser à fournir une carrière qui requiert des forces si au-dessus des siennes."

L'éditeur du *Louisiana* se trouve dans une position bien difficile, nous l'avouons ; aussi ne sommes-nous pas étonnés de le voir, pour se tirer du mauvais pas dans lequel il se trouve, recourir à des moyens forcés dont on n'use pas ordinairement quand on a une bonne cause à défendre. En effet, après avoir abandonné sans motif, M. Prieur, qu'on avait défendu avec tant d'acharnement, comment ose prendre, devant le public, le parti d'un autre candidat ! Il est vrai que la chose ne pouvant se faire décemment, on se tire d'affaire entre-mêlant, de brusque, jette son masque, et on se montre tel que l'on est. Mais que peut-on espérer d'une telle conduite ? Le public n'est pas assez sot, pour se laisser prendre à un piège si visible. Tout ce que l'éditeur du *Louisiana* pourra dire de bien de son candidat, quand même ce serait la plus grande vérité, ne sera pas cru. Aussi plaignons-nous bien sincèrement M. White d'avoir un tel défenseur ; car, s'il a quelque ambition, comme nous n'en doutons pas, en se servant d'une telle trompette pour la divulguer, il s'expose à tout perdre. Au contraire tout le mal que cette feuille pourra dire du général Dawson, notre candidat, (et l'éditeur du *Louisiana* n'en est pas avare,) tournera certainement à son avantage, ainsi qu'il ne l'épargne pas, nous lui en saurons gré.

Nous voulons aujourd'hui faire connaître à nos lecteurs un nouveau genre d'attaque que le *Louisiana* a lancé dans contre le général Dawson. On pourra juger par là de la force et de la noblesse des argumens employés contre notre candidat. M. Dawson, dit le *Louisiana*, est sous l'influence de M. Martin Gordon, et si M. Dawson est nommé gouverneur, l'état sera dirigé de fait par M. Gordon. Ainsi M. Gordon, d'après le *Louisiana*, est un homme dangereux pour l'état et il ne faut pas que le gouverneur qui sera nommé, ait le moindre rapport avec lui, sous peine d'être considéré comme traître au pays. Certes, c'est là une grave accusation contre M. Gordon ; mais, quand on considère la source d'où part une attaque aussi imprudente et aussi peu fondée, on n'y attache pas plus d'importance que n'en mérite son auteur. Car il ne faut pas l'oublier, celui qui traite ainsi M. Gordon était, il n'y a pas long-tems, le plus chaud apologiste de M. Prieur, et aujourd'hui il est devenu son antagoniste. Nous ne cesserons donc de le répéter, le public éclairé appréciera à leur juste valeur les moyens employés par le *Louisiana* pour le réduire. C'est un séducteur qui n'est pas à craindre. Ses ruses ne sont pas assez fines. Il faut qu'il sache dorer un peu mieux la pilulle pour la faire avaler sans répugnance.

Appareils de sureté pour les bateaux-à-vapeur.

On fixe sur la bouilloire deux cylindres inégaux qui communiquent entre eux par un tube. Quand la vapeur a atteint la tention déterminée par le poids dont le piston du petit cylindre est chargé, ce piston est soulevé, et la vapeur se rend, par le tube de communication, dans le grand cylindre, dont elle abaisse le piston. La tige inférieure de celui-ci étant commune à une soupape renversée qui est adaptée dans le cylindre au-dessus du dôme de la bouilloire, et dont le diamètre est moindre que celui du piston, fait descendre cette soupape, et la vapeur de la chaudière s'échappe alors par trois ouvertures latérales.

Un autre appareil consiste dans un piston plein que la vapeur soulève, dont la tige est liée à un levier fourchu et horizontal, qui dégage un autre levier à l'extrémité duquel est un poids. Ce poids en tombant, fait décrire un sixième de tour à une soupape tournante, d'un grand diamètre, qui découvre alors trois grandes ouvertures pour l'issue de la vapeur.

UN MOT SUR L'ESPAGNE.

Ce qui se passe en Espagne est tout-à-fait de l'ancien régime, et ne peut s'appeler une révolution. C'est de la guerre civile, comme l'histoire en offre mille exemples dans les monarchies absolues. Des princes se disputent une couronne ; les sujets prennent parti selon leurs passions et leurs préjugés ; les gouvernements étrangers interviennent par des secours patents, ou par des intrigues et de l'argent, et quand un pays est épuisé, que la victoire paraît se décider pour un des concurrens, les grands personnages traitent à leur profit, tandis que la nation rentre sous le joug, plus opprimée qu'elle ne l'était.

Voici, selon nous, la position respective des deux prétendants, en Espagne. Don Carlos a pour lui le droit de légitimité, suivant la loi d'hérédité des bourbons d'Espagne. Il n'a jamais été le chef actif du parti qui prenait son nom. Son frère a pu le forcer à s'exiler ; son obéissance, dont il peut aujourd'hui se faire un mérite, l'a mis dans la position avantageuse de ne se montrer qu'autant qu'il le voudra et lorsqu'il le voudra. Il peut se taire, jusqu'à ce qu'il connaisse ses forces, tandis que la reine régente est obligée de parler. Elle n'oserait sanctionner l'exil de don Carlos ; ce serait une hostilité personnelle dont elle aurait à redouter les conséquences immédiates. En effet, si l'on réfléchit sur l'esprit qui domine en Europe, et qui montre le respect qu'inspire maintenant la moralité des peuples on s'apercevra que la paix ne se maintient depuis trois ans, que par la crainte qu'inspire aux plus puissants le danger de se donner le tort de l'attaque. Toute l'habileté des gouvernements consiste aujourd'hui à pousser les populations à la révolte, pour conserver les avantages attachés au rôle de protecteurs de l'ordre.

C'est ce rôle que doivent d'abord se disputer, devant l'opinion publique, don Carlos et la reine gouvernante. Craignant de s'engager avec un parti, la reine n'a pu promettre que des améliorations administratives ; don Carlos ne risque rien de faire les mêmes promesses dans le pays qui comprend le moins le mérite d'une bonne administration, où elle est radicalement impossible si elle n'est précédée de grandes réformes politiques. On conçoit très-bien que la reine ne pouvait s'adresser aux passions, et que ses premières paroles devaient tendre à apaiser ceux qu'elle regarde comme ennemis.

Ce qui nous paraît incontestable jusqu'à présent, c'est que la reine gouvernante et don Carlos ne peuvent avoir le même parti, et que c'est cependant au parti de don Carlos que la reine s'adresse. Si elle n'ose d'avantage, il est possible que, sans passer par la triste épreuve d'une guerre civile qui n'aurait rien de national, le testament de Ferdinand ait le même sort que le testament de Louis XIV, que ce roi signa sans conviction, et seulement pour obtenir de sa vieille femme et de ses bâtards qu'ils lui permissent de mourir tranquille. Si la guerre dynastique éclate, faute d'un fantôme d'institution, comme l'ancien parlement de Paris, (car ce n'est pas seulement depuis la révolution que Paris a décidé pour la France), alors cette guerre sera assez longue pour que le parti des institutions libres reparaisse ; et l'Espagne pourra entrer dans des conditions politiques qui la rapprocheront de la France et de l'Angleterre.

Nous n'attendons rien de bon du propre mouvement des deux branches rivales, et ce n'est pas le gouvernement du 7 août, qui saura inspirer la reine régente dans le sens des progrès de l'Espagne. Le gouvernement qui n'a pas voulu, en août 1830, de convocation extraordinaire du pays, ne peut pas demander en Espagne, des Cortès générales, il faut à l'Espagne une guerre civile ou une assemblée qui impose aux partis, en leur donnant à tous des garanties.

La lettre suivante en date de Paris, 27 octobre, publiée dans le *Times* de Londres du 28 est la nouvelle de France la plus intéressante que nous ayons eu depuis bien long-temps.

PARIS, 27 octobre.

"Il vient de paraître, sous la forme d'une résolution passée par la société des droits de l'homme, un manifeste qui acquiert de l'importance d'abord par son audace, puis par les signatures de deux députés qu'on n'avait pas supposé jusqu'à présent être attachés à l'ancien parti républicain-anarchique de 1793. Ces personnes sont MM. Audry de Puyraveau et Voyer d'Argenson. Le parquet a recommandé hier leur arrestation et on pensait qu'elle aurait lieu hier soir ; mais le gouvernement a hésité à frapper un coup qui aurait causé de grands troubles et pourrait devenir le signal en désordre.

"Le manifeste de la société des droits de l'homme qui a paru hier 22 dans la *Tribune* et qui porte la signature de ces deux respectables députés, annonce que le parti républicain est déterminé à ne plus rester en arrière ou en secret, qu'il s'avance donc avec sa profession de principes et commence par proclamer la nécessité impérieuse pour le peuple de recouvrer de suite sa souveraineté. La société annonce qu'à cet effet elle a formé un comité permanent (les députés ci-dessus en sont membres) "dans le but de recruter des partisans et de propager partout leurs doctrines" elle représente les doctrines comme identiquement semblables à celles qui furent "développées à la convention nationale par Robespierre" et les énumère sous les anciens titres d'égalité, fraternité, suffrage universel, impôt progressif, une seule assemblée législative, un pouvoir central (c'est ainsi qu'elle désigne l'exécutif) électif, temporaire et responsable". En dernier lieu, elle insiste sur une "fédération républicaine de l'Europe."

"Tout Paris est étonné de trouver les noms de MM. Voyer d'Argenson et Audry de Puyraveau attachés à un projet aussi fou et à une déclaration semblable, car on ne pensait pas que l'un ou l'autre passât les bornes de l'opposition constitutionnelle. Sans doute un nombre considérable d'hommes distingués, M. Lafayette entr'autres, se sont séparés irrévocablement de Louis-Philippe et forment ce qu'on appelle l'opposition anti-dynastique. Mais leur bannière a été la constitution des Etats-Unis avec deux chambres, en un mot une république comme l'imaginait l'ancien parti fédéraliste.

"Un parti comme celui-là composé d'hommes de talent et de réputation, aurait pu avec le temps devenir un ennemi dangereux pour la maison d'Orléans, s'il avait occupé seul l'opinion républicaine. Mais pour renverser leurs projets, un nouveau parti jacobin vient de s'élever derrière les nouveaux fédéralistes et en laissant voir la tête odieuse de l'Hydre de la montagne a causé tant d'horreur pour le nom seul de république que Lafayette même et ses amis ne pourront résister à ce coup. Qu'aujourd'hui des hommes d'âge et de fortune viennent proclamer de nouveau, non la république de Washington ou de Condorcet, mais celle de Robespierre et du Murat, voilà ce qui passe, toute conception à moins qu'on ne pense que cela ait été fait à dessein, pour rendre à jamais le nom de république odieux en France. Mais M. d'Argenson et M. de Puyraveau sont parfaitement sérieux. Le premier est un homme également furieux et susceptible, engagé dans les conspirations qui menacèrent le trône des derniers Bourbons. Dans une occasion il doit fuir en Angleterre, ce qui diminuera beaucoup sa réputation de courage et de fermeté. Depuis la révolution, les Lafayettistes n'ont pas satisfait sa vanité et de dépit, il s'est jeté parmi les anarchiques de la montagne. M. de Puyraveau a une cause plus légitime (si des motifs personnels pouvaient en donner) dans la persécution dont il a été l'objet.

"Si le gouvernement intente un procès, il n'y a point de doute qu'on ne lui donne raison. Cependant il est difficile de dire s'il est de son intérêt ou non de le faire."

La *Tribune* a publié un tableau, indiquant le nombre de procès et de condamnations dont la presse de Paris a été l'objet depuis l'ordonnance du 2 août 1830, qui annulait toutes les poursuites commencées et remettait toutes les condamnations.

Voici les résultats :

Le Tribune,	66	procès	17	condamnations.
La Révolution,	32	„	11	„
La Quotidienne,	17	„	12	„
La Gazette de France,	18	„	8	„
La Corbeille,	7	„	4	„
Le Courrier Français,	1	„	1	„

Le Journal du Commerce, 1 procès ; le Messager 2 ; le Temps le même point de condamnations ; différents petits journaux et publications 128 procès, 43 condamnations ; différentes poursuites, criers publics, &c. 68 procès, 21 condamnations. Les gérants de Chateaubriand, Berthène de La Roche Foucault et d'autres auteurs, 39 procès et 17 condamnations. Nombre total de procès 411, de condamnations 143 ; total du temps d'emprisonnement, résultant des 143 condamnations, 65 ans 2 mois—Montant des amendes et frais 201,655f. 85c.

[*Par autorité.*]

ACTE

Pour rendre valides certaines procédures du juri de police de la Paroisse des Natchitoches.

Attendu qu'à cause de l'épidémie qui a eu lieu, le juri de police de la paroisse des Natchitoches ne s'est pas réuni à l'époque fixée par la loi pour la nomination des assesseurs dans la dite paroisse.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, Que la dernière assemblée du juri de police de la paroisse des Natchitoches, à laquelle ont été nommés les assesseurs dans la dite paroisse pour l'année mil huit cent trente trois, soit et demeure considérée légalement valide, de même que si le dit juri se fut assemblée à l'époque fixée par la loi.

ALCEE LABRANCHE,
(Signé,) Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
(Signé,) Président du Sénat.

Approuvé, le 24 *décembre* 1833.
A. B. ROMAN,
(Signé,) Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

JOURNAL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANS,
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

DOUZIEME LEGISLATURE—SECONDE SESSION.

Jeudi, 10 décembre 1833.

LA Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Vourvilles, des Avoyelles, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté comme demandé enrôlé la résolution du Sénat relative à des réclamations de terres dans la Floride.

Sur motion, ordonné que le dit rapport soit adopté.

L'orateur ayant signé la dite résolution, le greffier a été chargé d'en informer le Sénat.

M. Nichols a présenté une pétition de plusieurs habitans des paroisses Ascension et Iberville, demandant certains secours.

Sur motion, ordonné que cette pétition soit renvoyée à un comité spécial de trois membres.

Et l'orateur a nommé MM. Nichols, Thibodeaux et Guillet membres du dit comité.

M. Legendre ayant voté dans la majorité dans la résolution relative aux jurés de la Cour Suprême a fait la motion que la Chambre reconsidère la dite résolution.

Cette motion a été rejetée.

M. Maldos a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour accorder certains pouvoirs aux Franctenanciers dans la ville de Monroe, approuvée le 14 mars 1820."

M. Allard, conformément à l'avis qu'il en avait donné a présenté le bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie des Architectes du 5ème. District de la cité de la Nle. Orléans."

Lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

M. Sybly, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté le bill intitulé "Acte pour amender un 17ème. section du Code Noir;" lequel a subi sa première lecture, et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

M. Walker a donné avis que demain ou tout autre jour, il présenterait un bill intitulé "Acte pour donner aux juges de district et aux juges de paix le droit d'accorder des licences de mariage en certains cas."

ORDRE DU JOUR.

La chambre s'est occupée de la résolution relative à l'ajournement.

Sur motion, ordonné qu'elle soit déposée sur le bureau, sujette à l'appel de la Chambre.

Un message du Sénat, par M. Davis, son secrétaire, demandant le concours de la Chambre à une résolution nommant un comité réuni pour visiter le Pénitentiaire dans la ville de Bâton Rouge.

MM. Sloane et Moore sont nommés membres du dit comité de la part du Sénat.

La Chambre s'est occupée de la dite résolution.

Sur motion, ordonné que le blanc de la dite résolution soit rempli par le mot trois, et qu'elle soit adoptée.

L'orateur a nommé MM. Chinn, Johnson et Nichols, membres du dit comité, de la part de la Chambre.

Le greffier a été chargé d'en informer le Sénat.

Un message du gouverneur, par M. Verdin, son secrétaire qui a informé la Chambre qu'il avait, ce jour, approuvé et signé le bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour fournir des armes aux compagnies de volontaires de l'Etat."

Le bill intitulé "Acte pour protéger les sociétés Religieuses pendant les cérémonies du culte de leur religion a subi sa seconde lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

L'orateur a soumis à la Chambre la lettre suivante de M. J. F. Canonge :

A Messieurs les honorables Orateur et membres de la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane.

MESSIEURS.—La confiance du gouverneur et du Sénat de l'Etat de la Louisiane vient de m'appeler à des fonctions judiciaires que la Constitution rend incompatibles avec celles que je remplissais dans votre sein. Je viens donc vous prier de recevoir ma démission ; mais au moment de me séparer de vous, permettez moi de vous faire agréer les vœux que je fais pour votre bonheur personnel et pour que vos travaux législatifs, tout en déposant de votre patriotisme et de vos talens, aient pour résultat le bien public.

Veuillez me croire, Messieurs, avec les sentimens de la plus haute considération et du plus profond respect, votre dévoué serviteur. CANONGE.

Nlle.-Orléans, le 19 décembre 1833.

Sur motion, ordonné que copie de la susdite lettre soit transmise au gouverneur.

La Chambre s'est occupée de la résolution relative à l'augmentation du nombre des juges de la Cour Suprême.

Sur motion, ordonné que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial de cinq membres.

Et l'orateur a nommé MM. Marigny, Walker, Vonfries, de Lafayette, Taylor et Bienvenu, membres du dit comité.

Un message du Sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la Chambre que le Sénat a adopté avec des amendements tant au corps qu'au titre, le bill pour rappeler les lois relatives à l'introduction des esclaves dans cet Etat.

Le concours de la Chambre est demandé aux dits amendements.

La chambre s'est occupée des dits amendements, lesquels ayant été adoptés avec quelques sous amendements ; le greffier a été chargé d'en informer le Sénat et de demander son concours aux sous amendements de la Chambre.

Un message du Sénat, par M. Davis, son secrétaire, informant la Chambre que le Sénat a donné son concours aux sous amendements de la Chambre au bill intitulé "Acte pour rappeler les divers actes relatifs à l'introduction des esclaves dans cet Etat et pour d'autres objets."

La Chambre s'est occupée du bill intitulé "Acte pour organiser et discipliner la milice de l'Etat de la Louisiane."

Sur motion, ordonné que le dit bill soit pris en considération section par section.

Pendant la discussion du dit bill la Chambre s'est ajournée à demain 10 heures du matin.

BANQUE DES ARTISANS & COMMERCANS
Nouvelle-Orléans, 3 décembre 1833.

CONFORMEMENT à la neuvième section de la charte, avis est par le présent donné aux actionnaires de cette institution, ou à leurs représentants légaux, qu'une élection de cette directeurs pour l'année suivante, aura lieu dans le local de la dite Banque, le lundi, 7 janvier 1834, entre dix heures du matin et deux heures de l'après-midi.

Par ordre de la direction.

5 déc JAS. B. HULLIN, caissier.

J. VAUDECHAMP, est de retour en ville, où il continuera de peindre le portrait. Il demeure est toujours rue Royale, No. 247. 27 déc—4

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Barque Dale, Barker, Liverpool, Gordon, Forstall & co.

ARRIVES.

Navire Ville, de Marseille, par la voie de la Guadeloupe, à Jules Le Blanc.
Navire Ceylan, Lowell, de Bath.
Navire Wm. & John, de Savannah.
Brick Only Son, Ellis, de Providence.
Brick Commerce, Andros, de Providence.
Brick Wayne, [illegible] Boston.
Brick Tribune, [illegible] Havane.
[illegible], Franklin, (Attakapas.)
[illegible]ellan, [illegible]e de la Havane.
[illegible] Bayou Sara, Mumford, du Bayou Sarah.
[illegible]p. Henry, Holton, de Louisville.
[illegible] Planet, Reed, de Monroe.
[illegible] Convoy, Reeder, de Louisville.
[illegible], Carrollton, de Vicksburg.
Bat[illegible] Splendid, James, de Cincinnati.

THEATRE D'ORLEANS.

[illegible]BRE, 29 DECEMBRE 1833,
ou
LA GAZZA LADR[illegible]

Opéra en 2 actes, musique de Rossini, représentation de

LA DEMOISELLE A MA[illegible]

Comédie vaudeville en un acte, de Scribe [illegible]-VIC, opéra en 2 actes.

Mardi, 31 du courant, la 1ère. représentat[illegible]

Théatre Pit[illegible],
OU PANORAMA[illegible]QUE.

Rue d'Orléans encoignure Bourbon, [illegible] Salle de Bal.

Dimanche *soir*, 29 courant, A 7 [illegible] précise.

Nouveau tableau représentant [illegible] Royal de Meudon—précédé des FEUX PH[illegible] terminé par la grande FANTASMAGORI[illegible]

Entrée,
Enfans,
28 déc—1

MAIRIE DE LA NLL[illegible]

LE cours de la farine fraîche [illegible] mai de 4,75 par baril ; d'après le t[illegible] ans ces livres doivent donner, pendant la semaine pr[illegible] partir de (lundi) 48 onces de pain pour un gourdin.

28 déc

BATAILL[illegible] D'ARTILLERIE.

LE bataillon [illegible] dimanche 29 du courant, [illegible] au lieu ordinaire à huit heures et demie du [illegible] pour prendre livraison des fusils donnés par le [illegible]. Par ordre.

28 déc [illegible], adjudant major.

NO[illegible]

De la Loterie de [illegible] asse N° 18.

2—23—[illegible]53—56—[illegible]24—10

Classe extra N[illegible] mardi prochain 31 décembre.

10,000 [illegible] 1,000

M. PAUL BER[illegible] prient ses amis qu'il tient espérer que [illegible] encouragement à ce qui, concerne le [illegible] son zèle et sa ponctualité à bien rédiger les actes qui [illegible] confiés.

28 déc—1[illegible]

MÉTHO[illegible]ERNE D'ENSEIGNEMENT.

LA DANSE [illegible]GE ET LA GALLOPADE

PAR M. BOSSIEUX, [illegible] DE PARIS,

Qui a professé dans les [illegible]premières des capitales de l'Europe,

M. BOSSIEUX annonce respectueusement aux Dames et Messieurs de la Nelle-Orléans, que par sa méthode moderne, qui est maintenant en pratique en Europe, et dont les avantages sont bien reconnus, il apprend en peu de temps à ses élèves la grâce et l'élégance si nécessaires dans les salons du beau monde, et qui sont une partie essentielle de l'éducation. Sa méthode enlève de suite l'air gauche des personnes qui ne peuvent danser la musique. M. B. se rendra dans les *institutions* et dans sa particulières. S'adresser à l'hôtel des Etrangers, rue de Chartres, No. 145.

Les personnes qui ont à louer une chambre spacieuse dans le centre de la ville, sont priés d'adresser quelques lignes à M. B. 28 déc—4 Jr

---

BUREAU DE LA PRESSE A COTON A VAPEUR DE LA LEVEE.

AVIS—Le secrétaire de cette institution, M. [illegible] Bechtel n'est plus dans l'emploi de la dite compagnie, en conséquence, les quittances données par lui ne seront plus valides. M. Eugène Sommereau est dûment autorisé par une résolution de la direction, à agir comme secrétaire, jusqu'au moment de la nomination.

Par ordre de la direction.

28 déc SOMMEREAU, secrétaire pro. temp.

Bureau de la Compagnie de la Presse-à-Vapeur de la Levée—26 décembre 1833.

AVIS—Une élection d'un secrétaire pour cette institution aura lieu jeudi prochain, 2 de janaier 1834, des propositions cachetées, doivent être faites, et aucune personne ne doit s'offrir si elle n'est bien accoutumée et bien disposée à y donner tout son tems aux intérêts de cette compagnie. Un candidat parlant l'anglais et le français sera préféré. Par ordre de la direction.

28 déc SOMMEREAU, secrétaire protempora.

COUVERTURES françaises, 3 pointe, Granier, à vendre au débarquement du Lunar, par

28 déc J. MAGER.

WHISKEY—281 barils de Whiskey, en débarquement des bateaux à vapeur Bats & Courrier, à vendre par TOURNE & BECKWITH,

28 déc 28 et 29, Nouvelle-Levée.

EN débarquement du navire L'Eucharis de Bordeaux et à vendre par Pierre Lafaye, rue Royale, No. 147.

Vin rouge St. Emilion, Côte Fronsac, Canoy &c. des années 1827 ;
Vin blanc Haut Barsac, 1825 et 1827 ;
Do. Bergerac, 1827 ;
Eau-de-vie de Cognac, 4ème. preuve en demi-pipes 1821 ;
D'importation antérieures—Vins rouge en barriques en qualités, des années 1822, 1825, 1827 et 1828 ;
Ainsi qu'un grand assortiment Eau-de-vie des années 1817, 1827, 1828 et 1831, par pipes, demi pipes, 1-4, &c.
Ainsi que de l'Anisette surfine en paniers, liqueurs, &c.

29 déc PRE. LAFAYE.

SUCRE—61 boucauts de beau sucre, en débarquement de la pirogue Gouverneur Villeré, à vendre par F. H. PETITPAIN,
28 déc rues Chartres et Toulouse.

MAIS—186 sacs maïs, en débarquement du bateau à vapeur Courrier, et à vendre par TOURNE & BECKWITH,

28 déc 28 et 29, Nouvelle-Levée.

ON offre à vendre à l'amiable la moitié indivise d'une HABITATION au bas du fleuve à environ 2 milles de la ville, mesurant 1 arpent et un tiers de face au fleuve sur 40 arpents de profondeur, établie en briqueterie avec tous les établissemens et animaux qui s'y trouvent, ainsi que de 43 esclaves de choix parfaitement acclimatés. Cette terre mérite l'attention des capitalistes, autant par sa proximité de la ville que par le revenu immédiat que donne la briqueterie y établie.

Pour plus amples renseignemens s'adresser sur les lieux chez M. Alexexandre Lesseps. 28 déc—1

HUILE D'OLIVE—Les soussignés ont reçu par le brick Lunar, de Marseille, et offrent à vendre 430 paniers huile d'olive supérieure ; 3 malles de parfumeries ; 25 caisses d'eau fleurs d'oranger. 30 caisses marasquins, absynthe, et liqueurs assorties.

28 déc A. QUERTIER & BOUTIN.

No. 90, rue de Chartres, entre celles Conti et Bienville.

LE soussigné donne avis que pour la commodité du public, il a établi à l'adresse ci-dessus, un dépôt de parfumeries des meilleurs fabriques de Paris, où l'on trouvera constamment tous les articles de ce genre, ainsi qu'une infinité d'objets de goût et de mode aux mêmes prix qu'en son magasin rue Royale, No. 239, comme sous le nom de *Nouveau Bazar de Parfum.*

Il saisit cette occasion pour informer les amateurs qu'ayant reçu un parti de graines de moutarde du pays récoltées cette année ; l'on trouvera aux adresses susdésignées de la moutarde dite créole préparée, et en bouteilles.

28 déc L. EVEN.

LE soussigné offre à vendre les objets suivans, en déchargement du navire La Ville, de Marseille,

4000 bques. vin des marques Berjasse, Ponsot et Bethfort,
100 demi-bques. ditto ditto,
300 caisses vin Muscat,
118 do. fruits à l'eau-de-vie,
200 barils imitation Madère,
200 paniers huile,
200 demi-paniers huile,
150 caisses vermicelle et macaroni,
19 balles bouchons assortis,
130 caisses salaisons assorties,
5 balles amendes en coques,
12 caisses fromages de Hollande,
300 fromages de Hollande,
250 paniers bouteilles,
2